

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°593 – 18 juillet 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Publication du rapport annuel de la **Banque Mondiale sur l'Évaluation des politiques et des institutions (CPIA)**

Le 10 juillet 2025, la Banque Mondiale [a publié](#) son rapport annuel sur l'Évaluation des politiques et des institutions (CPIA) en Afrique. Le CPIA est un indicateur qui évalue la qualité des cadres institutionnels et des politiques publiques dans les pays éligibles à l'aide de l'Association internationale de développement (IDA), institution de la Banque mondiale qui se consacre aux pays à faible revenu. Il repose sur seize critères notés de 1 à 6, répartis en quatre grandes catégories : gestion économique, politiques structurelles, inclusion sociale et gestion des institutions publiques. Le rapport souligne une note moyenne de l'Afrique subsaharienne stable à 3,1 sur 6, traduisant un équilibre entre les avancées en matière de discipline budgétaire et les faiblesses persistantes en gouvernance. Il met en garde contre la détérioration de la qualité des services publics, source de mécontentement croissant. La Banque Mondiale appelle à des réformes structurelles urgentes pour renforcer la fourniture de services essentiels et soutenir une croissance inclusive et durable. La Côte d'Ivoire, le Cap-Vert et le Bénin se distinguent comme les pays les mieux notés d'Afrique de l'Ouest, avec un score de 3,9 sur 6. A l'opposé, la Guinée-Bissau obtient la note la plus faible de la région (2,6), suivie du Libéria, de la Sierra Leone et du Mali (3,1 chacun). Le Niger enregistre la plus forte baisse (-0,2 point), lié selon la Banque, à la

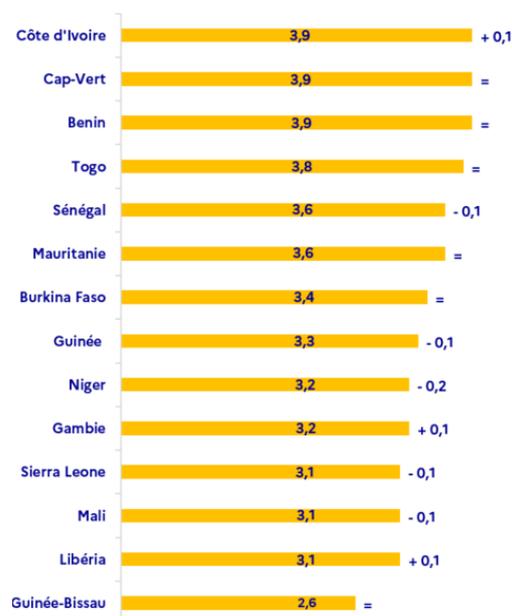
Le chiffre à retenir

50 Mds JPY

Le montant du Samourai Bond (300 M EUR) émis par la Côte d'Ivoire, avec une maturité de 10 ans et à un taux de 2,3 %

suspension d'institutions de gouvernance, à l'érosion des contrôles et à l'absence de contrôle démocratique.

**Évaluation des politiques et des institutions (CPIA)
Score 2024 & évolution**



Source : Banque Mondiale



Bénin

Approbation de la Politique nationale de développement des énergies renouvelables actualisée

Le Conseil des ministres [a approuvé](#), le 16 juillet dernier, l'actualisation de la Politique nationale de développement des énergies renouvelables (PONADER) 2020-2030. Ce plan stratégique, adopté en 2020, vise à faire des énergies renouvelables la principale source d'approvisionnement énergétique du pays à l'horizon 2030, tout en renforçant les capacités énergétiques du pays. La PONADER inclut notamment la mise en place de fermes photovoltaïques et de mesures incitatives dans les domaines institutionnels, techniques et économiques pour promouvoir l'énergie solaire. Avec son potentiel en énergies renouvelables, le Bénin souhaite développer une politique d'accompagnement des projets dans ce secteur, particulièrement en milieu rural. Cette actualisation répond ainsi aux nouveaux défis et enjeux du pays, tout en favorisant la coordination entre les secteurs public, privé et parapublic.

Burkina Faso

La 2^e société cotonnière du pays annonce la suspension de ses activités

La Société cotonnière du Gourma (Socoma), la 2^e plus importante entreprise cotonnière du Burkina Faso, [a annoncé](#) le 9 juillet dernier la suspension de ses activités et le licenciement de ses 800 employés. Officiellement motivée par un manque d'activité, cette décision s'inscrit dans un contexte sécuritaire dégradé, où les violences djihadistes ont contraint les populations rurales à fuir les zones de culture. La production de la Socoma aurait chuté de 96 % en 20 ans. Plus de 60 000 exploitations seraient concernées.

Cap-Vert

La Banque mondiale approuve un financement de 18,5 M EUR

La Banque mondiale [a approuvé](#) un financement additionnel de 18,5 M EUR en appui au Projet Digital Cap-Vert. Cette enveloppe soutiendra les activités stratégiques du projet visant à renforcer la base numérique du pays et à élargir l'accès à des services numériques de qualité. Il s'agira notamment d'améliorer l'environnement juridique et réglementaire, d'étendre la connectivité et les compétences numériques, de moderniser les services publics numériques et de renforcer les infrastructures numériques du pays. Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique de développement durable du gouvernement (PEDS II). Prévu initialement sur la période de décembre 2020 à janvier 2025, le projet avait bénéficié d'un premier appui de 17 M EUR de la Banque mondiale.

Côte d'Ivoire

L'Etat réalise une émission obligataire ESG inaugurale sur le marché japonais

Selon un [communiqué](#) publié le 17 juillet 2025, la Côte d'Ivoire a réalisé avec succès son émission obligataire inaugurale sur le marché japonais. Appelée également "Samourai bond", cette émission est labellisée ESG et bénéficie d'une garantie par Japan Bank for International Cooperation (JBIC) qui est notée "A+" par S&P et "A1" par Moody's. Elle a permis de lever un montant de 50 Mds JPY (environ 300 M EUR) sur une maturité de 10 ans et assortie d'un coupon de 2,3 %. La Côte d'Ivoire est le premier pays d'Afrique subsaharienne à émettre un Samourai bond.



Partenariat avec la Banque Mondiale et le World Gold Council

Le 11 juillet 2025, la Côte d'Ivoire [a conclu](#) un accord avec la Banque Mondiale et le World Gold Council pour formaliser l'exploitation artisanale de l'or, dans le cadre du Partenariat multipartite pour une exploitation minière à petite échelle durable et responsable (MSPI). Ce programme vise à encadrer un secteur crucial, assurant la subsistance d'un demi-million de personnes, mais marqué par l'informalité, les atteintes environnementales et des sorties illégales importantes, sur fond d'instabilité régionale et de capacités de coercition limitées, estimées à 40 tonnes en 2022 (soit plus de 2 Mds USD). Le projet prévoit la création de petites mines modèles, la formation des petits exploitants aux normes internationales, la traçabilité de la production et son intégration aux circuits légaux. En favorisant la coopération entre miniers industriels et orpailleurs artisanaux, le gouvernement espère améliorer les revenus, renforcer la gouvernance minière et préserver l'environnement.

Libéria

Inflation à 9.9 % en g.a. en juin 2025

Selon l'Institut de la statistique et des services de géo-information du Libéria (Lisgis), le taux d'inflation en glissement annuel (g.a) [s'est établi](#) à 9,9 % en juin 2025, contre 11,7 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse des prix des services de restauration et d'hôtellerie (+23 % en g.a), de la santé (+19,9 % en g.a) et de la catégorie "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+10,7 % en g.a). A noter que les prix des Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (+7,6 % en g.a) ont également enregistré une hausse notable.

Mali

Adoption du projet de ratification d'un accord de prêt avec la BAfD de 32 M EUR

Le 16 juillet 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) des projets de texte relatif à la ratification d'un accord de prêt, signé en février 2023, avec le Fonds africain de développement du groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), d'un montant de 25 M UC (32,5 M EUR). Ce financement est destiné à la deuxième phase du Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel. L'objectif est de soutenir les chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales et halieutiques, tout en renforçant les capacités des populations face aux risques climatiques et aux effets du changement climatique.

Mauritanie

Une enveloppe de 200 M EUR pour soutenir les investisseurs espagnols

Le 16 juillet 2025, à l'occasion de la 1^{ère} réunion de haut niveau entre la Mauritanie et l'Espagne, le Président espagnol a annoncé l'allocation d'une enveloppe de 200 M EUR [pour soutenir les investissements espagnols en Mauritanie](#), à travers des financements abordables (notamment des prêts à taux réduit et des garanties). Cette initiative vise à encourager le secteur privé espagnol à investir en Mauritanie, dans le cadre d'une coopération renforcée entre les deux pays. A noter également le lancement de la plateforme "Kantara", un outil destiné à faciliter les échanges directs entre les entrepreneurs des deux pays.



Niger

Le budget de l'Etat 2025 révisé à la baisse

Le Président de la Transition [a signé](#) le 14 juillet 2025 une ordonnance portant rectification de la loi de finances 2025. Initialement arrêté à 3 033,3 Mds FCFA (4,6 Mds EUR), le budget de l'Etat 2025 s'établit désormais à 2 749,6 Mds FCFA (4,2 Mds EUR), soit une baisse de 9,4 %. La rectification du budget s'expliquerait selon le communiqué par la prise en compte de plusieurs facteurs qui auraient impacté son exécution. Il s'agit notamment (i) l'évolution de la situation sécuritaire ; (ii) la prise en charge de certains besoins supplémentaires ; (iii) la reconfiguration du Gouvernement ; (iv) la mise en place du Conseil Consultatif de la Refondation et (v) la mise en œuvre du programme économique convenu avec les partenaires.

Décassement de 41 M USD du FMI au titre de la double revue FEC/FRD

Le 14 juillet 2025, le Conseil d'Administration du FMI [a approuvé](#) la 7^e revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et la 3^{ème} revue du programme au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), permettant un décaissement cumulé de 41 M USD. L'accord FEC avait été initialement approuvé en décembre 2021, puis prolongé jusqu'en décembre 2026, avant d'être complété par un programme FRD en juillet 2023. Avec ce nouveau décaissement, le soutien financier total du FMI dans le cadre des deux programmes atteint désormais 245 M USD au titre de la FEC et 100 M USD au titre de la FRD. Le FMI a jugé les résultats obtenus globalement satisfaisants.

Sénégal

L'Etat lève près de 555 M EUR sur le marché financier régional

Le 8 juillet 2025, l'Etat du Sénégal [a clôturé](#) avec succès sa deuxième opération d'emprunt obligataire par appel public à l'épargne (APE) de l'année 2025. L'opération, co-arrangée par CGF Bourse en qualité de Chef de file et la Société générale, a permis de mobiliser 364 Mds FCFA (555 M EUR), contre un objectif initial de 300 Mds FCFA (457,3 MEUR), soit un taux de couverture de 121,3%. D'après le communiqué, les fonds collectés devraient contribuer à la relance de l'économie, au redressement des finances publiques et à l'optimisation du profil du service de la dette. A noter que, contrairement au premier APE, qui a été clôturé par anticipation, cette deuxième opération qui devait se dérouler du 19 au 30 juin a été prolongée jusqu'au 8 juillet.

S&P dégrade à nouveau la note du pays à "B-" avec perspective négative

L'agence S&P Global ratings a, une nouvelle fois, [abaissé](#) la note du Sénégal de "B" à "B-", assortie d'une perspective négative. Cette dégradation de la note est en lien avec la révision à la hausse de la dette publique sénégalaise, estimée dorénavant à 118 % du PIB en 2024, dans un contexte de forte augmentation du besoin de financement (10,2 Mds USD, soit 26 % du PIB) du fait d'un déficit encore très élevé, de paiements d'arriérés aux entreprises (2% du PIB) et d'une augmentation de l'amortissement de la dette (+15,8%). Dans ce contexte, l'agence anticipe une intensification des pressions de financement sur l'Etat en 2025 et 2026, qui pourraient persister en l'absence de mise en œuvre des mesures d'assainissement budgétaire notamment. L'agence estime que les options de financement resteraient d'autant plus limitées avec le retard dans les discussions avec le FMI pour un nouveau programme. Dans



un [communiqué](#) en date du 14 juillet 2025, les autorités ont déclaré prendre acte de cette décision, tout en renouvelant leur engagement en faveur de la transparence, mais également à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour redresser les comptes publics.

57,4 M EUR additionnel de la Banque mondiale pour le programme ETER

Le 9 juillet 2025, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement additionnel de 57,4 MEUR au profit du Sénégal en appui au Programme pour l'emploi, la transformation économique et la relance du Sénégal (ETER), axé sur les résultats. Ce financement vise à soutenir le Programme d'accélération de la compétitivité et de l'emploi (PACE), une initiative du gouvernement visant à booster le secteur privé, à créer des emplois et à stimuler la croissance. Les objectifs de cet appui incluent l'amélioration de la compétitivité des entreprises, la promotion de l'innovation technologique, l'incitation à l'investissement privé, et un meilleur accès au financement pour les MPME grâce à des garanties de prêts et à des instruments en fonds propres. L'appui aux réformes clés pour l'industrialisation, le climat des affaires et l'innovation est également prévu dans le cadre de ce financement.

Togo

Inflation à 1,5 % en g.a en juin 2025

D'après l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 1,5 % en glissement annuel (g.a) en juin 2025. Ce faible niveau de l'inflation globale s'explique principalement par la hausse des prix dans les divisions "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+2,8 % en g.a), "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+4,4 % en g.a) et "Restaurants et services d'hébergement" (+4,4 % en g.a). Toutefois, la baisse des prix des "Loisirs et culture" (-4,8 % en g.a), du Transport (-2,4 % en g.a) et des "Articles d'habillement et chaussures" (-1,9 % en g.a) ont contribué à atténuer cette hausse. Par secteur, les produits du primaire (+3,3 % en g.a) et du tertiaire (+1,7 % en g.a) ont porté l'inflation, alors que ceux du secondaire (-1,1 % en g.a) l'ont ralentie.



Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (1/2)

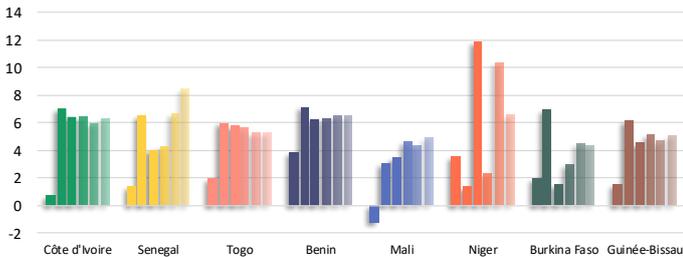
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	6,5 %	6,5 %	6,2 %	1 507	1 532	1 610	1,2 %	2,2 %	2,0 %	15,2 %	15,8 %	16,2 %
Burkina Faso	4,5 %	4,3 %	4,5 %	1 005	1 107	1 181	4,2 %	3,0 %	2,5 %	21,0 %	19,8 %	20,0 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,3 %	6,4 %	2 723	2 872	3 047	3,5 %	3,0 %	2,2 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,7 %	5,1 %	5,0 %	1 104	1 126	1 190	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,6 %	15,4 %	15,7 %
Mali	4,4 %	4,9 %	5,1 %	946	936	971	3,2 %	3,0 %	2,0 %	22,1 %	23,1 %	22,0 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	751	800	9,1 %	4,7 %	3,2 %	9,2 %	10,4 %	11,1 %
Sénégal	6,7 %	8,4 %	4,1 %	1 763	1 811	1 867	0,8 %	2,0 %	2,0 %	19,3 %	21,7 %	22,3 %
Togo	5,3 %	5,3 %	5,5 %	1 052	1 053	1 104	3,3 %	2,3 %	2,0 %	18,8 %	18,6 %	19,1 %
Cap Vert	6,0 %	5,0 %	4,9 %	5 329	5 421	5 762	1,0 %	1,5 %	2,0 %	24,1 %	27,7 %	27,0 %
Gambie	5,8 %	5,9 %	5,0 %	939	988	1 017	11,6 %	9,3 %	6,7 %	20,5 %	22,6 %	22,8 %
Guinée	6,1 %	7,1 %	10,6 %	1 671	1 904	2 176	8,1 %	3,5 %	3,0 %	13,9 %	14,5 %	14,9 %
Liberia	4,8 %	5,3 %	5,5 %	866	908	942	8,2 %	8,2 %	7,4 %	19,2 %	18,9 %	19,9 %
Mauritanie	4,6 %	4,4 %	3,7 %	2 362	2 478	2 523	2,3 %	3,5 %	4,0 %	24,0 %	24,3 %	25,1 %
Sierra Leone	3,7 %	4,7 %	4,9 %	853	916	934	28,4 %	12,9 %	10,4 %	13,0 %	13,5 %	13,4 %
Afrique Subsaharienne	4,0 %	3,8 %	4,2 %	1540	1550	1600	18,3 %	13,3 %	12,9 %	18,7 %	19,0 %	19,1 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	37,3 %	38,3 %	37,9 %	-6,4 %	-6,1 %	-5,3 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	54,0 %	52,5 %	51,2 %
Burkina Faso	18,6 %	17,1 %	17,5 %	-6,4 %	-2,1 %	-2,0 %	-5,7 %	-4,3 %	-3,6 %	52,7 %	50,2 %	49,8 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,3 %	30,1 %	-4,2 %	-3,6 %	-2,1 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	58,1 %	56,4 %
Guinée-Bissau	17,8 %	18,3 %	19,3 %	-8,7 %	-5,5 %	-4,6 %	-7,3 %	-3,1 %	-3,1 %	82,3 %	79,4 %	76,7 %
Mali	17,3 %	18,2 %	16,6 %	-6,1 %	-5,1 %	-1,6 %	-2,6 %	-3,1 %	-3,0 %	51,8 %	51,7 %	50,5 %
Niger	20,0 %	21,1 %	20,4 %	-5,5 %	-3,8 %	-4,7 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	43,4 %	42,2 %
Sénégal	37,6 %	28,8 %	26,3 %	-12,1 %	-8,2 %	-6,2 %	-11,7 %	-7,3 %	-5,0 %	113,7 %	111,4 %	110,6 %
Togo	27,8 %	25,8 %	26,8 %	-2,9 %	-3,1 %	-3,0 %	-4,9 %	-3,0 %	-3,0 %	70,6 %	69,5 %	67,7 %
Cap Vert	21,7 %	23,4 %	22,4 %	-0,3 %	-2,2 %	-2,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,9 %	113,7 %	109,6 %	103,9 %
Gambie	23,0 %	22,9 %	23,3 %	-5,6 %	-4,9 %	-3,2 %	-3,9 %	-1,4 %	-0,4 %	72,9 %	67,5 %	63,1 %
Guinée	14,7 %	14,7 %	14,7 %	-19,1 %	-16,0 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,8 %	-2,7 %	47,8 %	39,6 %	35,1 %
Liberia	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	-21,1 %	-18,2 %	-16,9 %	-2,7 %	-3,5 %	-2,2 %	56,5 %	56,5 %	55,6 %
Mauritanie	30,9 %	29,1 %	28,0 %	-5,8 %	-5,1 %	-4,8 %	-0,1 %	-1,3 %	-1,1 %	44,9 %	45,7 %	47,0 %
Sierra Leone	20,5 %	20,2 %	20,1 %	-5,5 %	-4,8 %	-4,4 %	-4,6 %	-4,2 %	-2,0 %	43,0 %	44,3 %	44,6 %
Afrique Subsaharienne	22,2 %	22,4 %	23,2 %	-1,7 %	-2,5 %	-2,2 %	-4,2 %	-4,2 %	-3,9 %	61,1 %	61,5 %	60,4 %

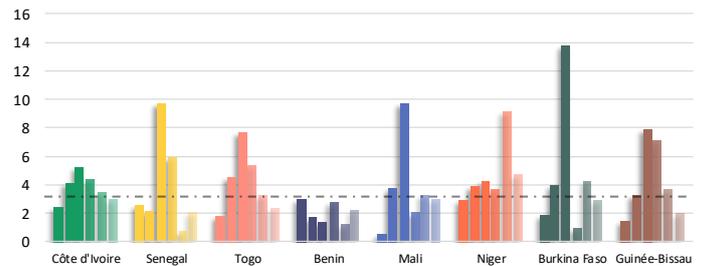


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (2/2)

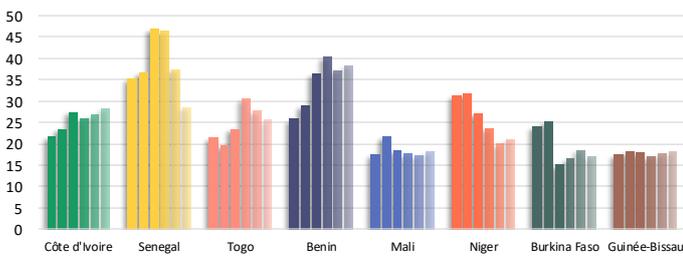
Croissance du PIB réel (en %)



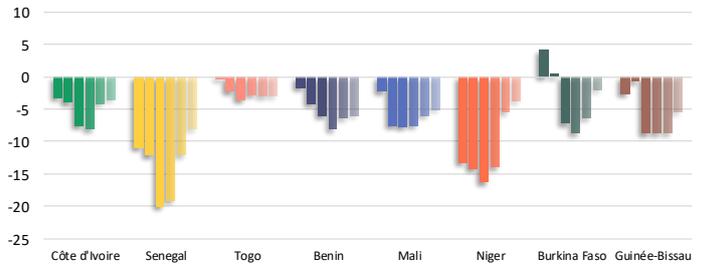
Inflation (en %)



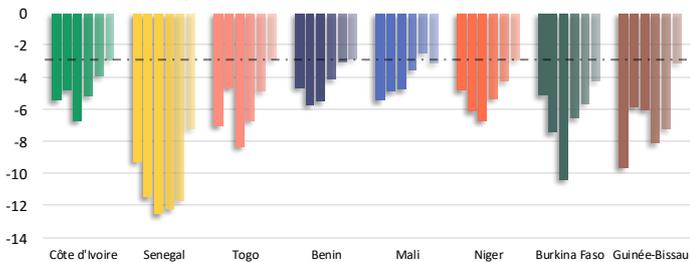
Investissements publics (% du PIB)



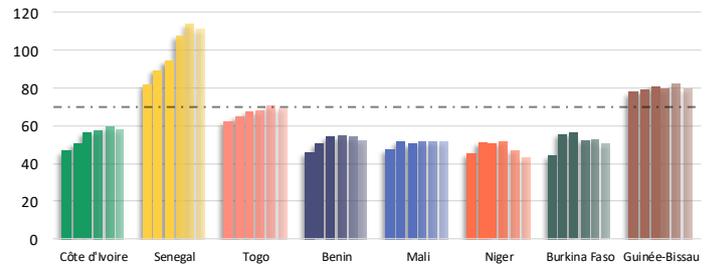
Balance des comptes courants (% du PIB)



Solde public (dons inclus, % du PIB)



Dettes publiques brutes (% du PIB)



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 - - - - - Seuil régional (quand existant)

Source: World Economic Outlook – Avril 2025 – FMI

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)